



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 42 du 18 novembre 2008*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- \* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)
- \* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 19 novembre 2008

## SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....	736
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....</b>	<b>736</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....</b>	<b>736</b>
Extrait de l'arrêté n° 2008-DEDD/3-170 du 22 octobre 2008 modifiant l'arrêté interpréfectoral du 19 août 2004 modifié portant composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère .....	736
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>737</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>737</b>
Service interministériel de défense et de protection civile .....	737
Examen de secourisme - Brevet national de moniteur des premiers secours du mercredi 5 novembre 2008 - Procès-verbal n° 10/2008.....	737
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>737</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE LORRAINE .....</b>	<b>737</b>
Arrêté du 17 novembre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement en Lorraine par intérim, en application des dispositions de l'arrêté n° 08.BMSSE.72 du préfet de Meurthe et Moselle en date du 14 novembre 2008 .....	737
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....</b>	<b>737</b>
Service actions et établissements de santé .....	737
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/1131-08 du 12 novembre 2008 portant radiation de l'agrément n° 156 de l'entreprise de transports sanitaires « CTS SARL », 72 rue Emile Curicque - 54920 Villers-la-Montagne .....	737
Service cohésion sociale.....	737
Extrait de l'arrêté n° 1221 du 13 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.) .....	737
Extrait de l'arrêté n° 1222 du 13 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey géré par la S.E.M. ADOMA.....	738
Extrait de l'arrêté n° 1223 du 13 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-lès-Nancy géré par la S.E.M. ADOMA .....	739
Extrait de l'arrêté n° 1224 du 13 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange géré par la S.E.M. ADOMA .....	739
Extrait de l'arrêté n° 1225 du 13 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt géré par la S.E.M. ADOMA .....	740
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>740</b>
Arrêté du 17 novembre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle .....	740
<b>SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST .....</b>	<b>740</b>
Extrait de l'arrêté n° NAV – 2008/09 en date du 14 octobre 2008 autorisant la capture et la remise à l'eau du poisson dans le cadre des opérations de chômage sur le Canal de la Marne au Rhin Est.....	740
Extrait de l'arrêté n° NAV – 2008/12 en date du 29 octobre 2008 autorisant la capture et la remise à l'eau du poisson dans le cadre des opérations de chômage sur le Canal des Vosges .....	742
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>743</b>
Délégation générale de signature du 6 novembre 2008 .....	743
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>745</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>745</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>745</b>
Service aménagement, risques et urbanisme .....	745
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 17470 du 17 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Beuvillers.....	745

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

**Extrait de l'arrêté n° 2008-DEDD/3-170 du 22 octobre 2008 modifiant l'arrêté interpréfectoral du 19 août 2004 modifié portant composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère**

Le préfet de la Région Lorraine  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle

Considérant qu'en raison des élections municipales et cantonales de mars 2008, il convient de mettre à jour la composition de la commission pour les membres titulaires qui ont perdu les fonctions en considération desquelles ils ont été désignés ;  
Considérant que le décret du 10 août 2007 susvisé supprime les sièges de suppléants des membres nouvellement désignés ;  
Considérant que le décret du 10 août 2007 susvisé complète, par ailleurs, le collège des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux par un représentant du parc naturel régional et un représentant de l'établissement public territorial de bassin désignés sur proposition de leurs conseils respectifs ;  
Considérant le rapport du directeur régional de l'environnement de Lorraine, Délégué de bassin Rhin-Meuse,

**ARRETE**

**Art. 1<sup>er</sup>** : Composition de la commission locale de l'eau

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté interpréfectoral SGAR-287 du 19 août 2004 est annulé et remplacé par :

La commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin ferrifère est composée de 52 membres, répartis en trois collèges distincts :

- Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux (26 membres) ;
- Collège des représentants des usagers, des propriétaires riverains, des organisations professionnelles et des associations concernées (13 membres) ;
- Collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics (13 membres).

L'article 3 de l'arrêté du 19 août 2004 précité désigne les membres titulaires et suppléants de la commission locale de l'eau et des trois sous-commissions géographiques.

Cette composition est mise à jour par les tableaux suivants ci-annexés :

- tableau A : Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;
- tableau B : Collège des représentants des usagers, des propriétaires riverains, des organisations professionnelles et des associations concernées ;
- tableau C : Collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics.

La composition de chaque sous commission géographique, précisée à l'article 3 de l'arrêté du 19 août 2004 précité, est modifiée comme suit :

- Pour le bassin versant de l'Orne, la sous-commission « Orne » est composée de 28 membres,
- Pour le bassin versant de la Chiers, la sous-commission « Chiers » est composée de 27 membres,
- Pour le bassin Nord, la sous-commission « Fensch-Veymerange » est composée de 27 membres.

La liste des communes du périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux pour chaque département, avec leur rattachement à l'un des trois sous-bassins (Chiers, Orne et bassins Nord) est également annexée au présent arrêté.

**Art. 2** : Durée du mandat des membres de la commission et modalité de représentation

La durée du mandat des membres de la commission locale de l'eau, autres que les représentants de l'Etat, est de six années à compter de la date de signature de l'arrêté interpréfectoral du 19 août 2004, et pour la durée du mandat restant à courir pour les nouveaux membres, soit pour tous les membres, jusqu'au 19 août 2010.

Ils cessent néanmoins d'en être membres, s'ils perdent les fonctions en considération desquelles ils ont été désignés.

En cas d'empêchement, le titulaire est remplacé par le suppléant qui dispose du droit de vote sans possibilité de donner mandat à un membre du même collège. Par contre, le représentant unique peut donner mandat à un membre du même collège.

Chaque membre ne peut recevoir qu'un seul mandat.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit du siège d'un membre de la commission, il est pourvu à son remplacement, dans les conditions prévues pour sa désignation, dans un délai de deux mois à compter de cette vacance, pour la durée du mandat restant à courir.

**Art. 3** : Désignation de personnes compétentes

Sont désignées en qualité de personnes compétentes associées aux travaux de la commission locale de l'eau sans en être membres et susceptibles d'apporter une contribution aux travaux de la commission et des sous-commissions géographiques :

M. Jean DUMONT, ingénieur général du Génie rural des eaux et forêts ;

M. Michel AGUILLAUME, directeur régional du bureau de recherche géologique et minière.

**Art. 4** : Abrogation

L'arrêté interpréfectoral n°2006-312 du 21 juillet 2006 modifiant l'arrêté interpréfectoral du 19 août 2004 est abrogé.

**Art. 5** : Exécution de l'arrêté

Les Secrétaires généraux des Préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle, les Sous-Préfets de Briey, Verdun et Thionville, les Chefs des services déconcentrés de l'Etat intéressés, et notamment le Directeur régional de l'environnement de Lorraine, délégué de bassin Rhin-Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans les départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et de la Moselle, sur le site [www.gesteau.eaufrance.fr](http://www.gesteau.eaufrance.fr) et le site internet de la Préfecture de la Moselle ([www.moselle.pref.gouv.fr](http://www.moselle.pref.gouv.fr) « Décisions dans le domaine de l'eau »).

**Art. 6** : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication.

Metz, le 22 octobre 2008

Le préfet de la Région Lorraine,  
Bernard NIQUET

*Les annexes au présent arrêté peuvent être consultées à la préfecture de la Région Lorraine, secrétariat général pour les affaires régionales, et à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, direction du développement durable et des politiques interministérielles, bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## CABINET DU PREFET

*Service interministériel de défense et de protection civile***Examen de secourisme - Brevet national de moniteur des premiers secours du mercredi 5 novembre 2008 - Procès-verbal n° 10/2008**

5 candidats ont été reçus :

CATHELIN	Olivier	BEZOUGES S/LE LOIR
CHAMBERT	Yann	LYON
GUTHLEBEN	Aimé	MUNSTER
JOST	Valérie	METZING
ROHRBACH	Frédéric	LAUTENBACH

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

## DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE LORRAINE

**Arrêté du 17 novembre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement en Lorraine par intérim, en application des dispositions de l'arrêté n° 08.BMSSE.72 du préfet de Meurthe et Moselle en date du 14 novembre 2008**

Le directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment son article 38-4 ;

VU l'arrêté n° 08.BMSSE.72 du 14 novembre 2008 du préfet de Meurthe et Moselle portant délégation de signature en faveur de M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, ainsi qu'à l'ensemble des textes visés,

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : En application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.72 du préfet de Meurthe et Moselle en date du 14 novembre 2008, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Guy LAVERGNE, directeur régional de l'environnement de Lorraine par intérim, délégation est donnée aux agents suivants à l'effet de signer les décisions et autorisations mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- Mme Marie Laure METAYER, chef du service nature, aménagements et paysages ;
- M. Ludovic LEMARESQUIER, chargé de mission « nature-expertise » ;
- M. Max GILLETTE, chargé de mission « connaissance et gestion des données faune-flore ».

Art. 2 : L'arrêté du 15 mai 2008 est abrogé.

Art. 3 : Le préfet de Meurthe et Moselle et le directeur régional de l'environnement par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Metz, le 17 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur régional de l'environnement par intérim,  
Guy LAVERGNE

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

*Service actions et établissements de santé***Extrait de l'arrêté DDASS/AES/1131-08 du 12 novembre 2008 portant radiation de l'agrément n° 156 de l'entreprise de transports sanitaires « CTS SARL », 72 rue Emile Curicque - 54920 Villers-la-Montagne**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : A compter du 1<sup>er</sup> juin 2008, l'entreprise « CTS SARL » sise, 72 rue Emile Curicque à 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE est radiée de la liste des entreprises de transports sanitaires.

L'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2003 portant agrément n° 156 est abrogé.

Art. 2 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 12 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
Daniel BOUFFIER

*Service cohésion sociale***Extrait de l'arrêté n° 1221 du 13 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	42 040.00	1 148 206.34
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	526 166.34	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	580 000.00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 102 304.60	1 148 206.34
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	36 001.00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	1 050.00	
	Excédent 11510 ou 110	8 850.74	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association A.R.S. est fixée à 1 102 304.60 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2008.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 91 858.72 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2008 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 13 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Claudine BARBASTE

**Extrait de l'arrêté n° 1222 du 13 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey géré par la S.E.M. ADOMA**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	40 900.00	634 900.00
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	267 000.00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	327 000.00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	595 792.21	634 900.00
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	2 500.00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	1 787.98	
	Excédent 11510 ou 110	34 819.81	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey géré par ADOMA est fixée à 595 792.21 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2008.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 49 649.35 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2008 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. ADOMA gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 13 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1223 du 13 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-lès-Nancy géré par la S.E.M. ADOMA

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-lès-Nancy sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	48 000.00	635 388.78
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	262 388.78	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	325 000.00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	603 003.88	635 388.78
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 500.00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 11510 ou 110	30 884.90	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-Lès-Nancy géré par ADOMA est fixée à 603 003.88 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2008.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 50 205.32 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2008 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. ADOMA gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 13 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,  
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1224 du 13 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange géré par la S.E.M. ADOMA

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

# ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	59 000.00	645 000.00
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	261 000.00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	325 000.00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	607 371.60	645 000.00
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 200.00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 11510 ou 110	36 428.40	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange géré par ADOMA est fixée à 607 371.60 euros à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2008.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 50 614.30 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2008 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n°71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. ADOMA gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 13 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

La directrice adjointe,  
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté n° 1225 du 13 novembre 2008 fixant pour l'année 2008 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt géré par la S.E.M. ADOMA

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### AR R E T E

Art. 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2008, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	40 000.00	660 000.00
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	270 000.00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	350 000.00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	595 428.02	660 000.00
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 100.00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	
	Excédent 11510 ou 110	63 471.98	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2008, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt géré par ADOMA est fixée à 595 428.02 euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2008 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 49 619 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 novembre 2008 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. ADOMA gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 13 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,  
La directrice adjointe,  
Claudine BARBASTE

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Arrêté du 17 novembre 2008 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick VET, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle

VU

- la Loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail ;
- le Décret n° 2008-715 du 18 juillet 2008 portant diverses mesures relatives à la modernisation du marché du travail ;
- les Articles L.1237-11 et suivants et R.1237-3 du code du travail ;
- l'Arrêté ministériel du 18 juillet 2008 fixant les modèles de la demande d'homologation d'une rupture conventionnelle de contrat de travail à durée indéterminée ;
- l'article L.1237-14 disposant que l'autorité administrative compétente pour l'homologation de la convention de rupture conventionnelle de contrat de travail à durée indéterminée est le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du lieu où est établi l'employeur ;
- l'arrêté ministériel en date du 23 septembre 2008 portant nomination de Monsieur Patrick VET en qualité de Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008 ;

#### AR R E T E

Art. 1<sup>er</sup> : En cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur Patrick VET, Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle donne délégation de signature à Monsieur Christian HALLINGER, Directeur-Adjoint du Travail.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Messieurs Patrick VET et Christian HALLINGER, délégation de signature est donnée à :

- Monsieur Claude ROQUE, Directeur du Travail
- Monsieur Christian ESTIENNE, Directeur-Adjoint du Travail

Art. 2 : Le Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ainsi que Messieurs Claude ROQUE, Christian ESTIENNE et Christian HALLINGER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Vandoeuvre, le 17 novembre 2008

Le directeur départemental du travail, de l'emploi  
et de la formation professionnelle,  
Patrick VET

### SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST

Extrait de l'arrêté n° NAV – 2008/09 en date du 14 octobre 2008 autorisant la capture et la remise à l'eau du poisson dans le cadre des opérations de chômage sur le Canal de la Marne au Rhin Est

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### AR R E T E

Art. 1<sup>er</sup> : Présentation des opérations

1-1) Dans le cadre des opérations de chômage sur le Canal de la Marne au Rhin Est prévues du 13 octobre au 21 novembre 2008, Voies navigables de France, subdivision de Nancy, procédera à la vidange totale des sas des écluses n°18 d'Evinville, n° 19 de Maixe et n°22 de Dombasle, afin d'y effectuer des travaux de restauration : réfection des étanchéités des portes amont et aval et changement de faux busc.

Par ailleurs, les biefs n°10 et 11 seront abaissés de un mètre environ pour permettre l'accès aux portes amont des écluses n°9 et n°10, dont le niveau sera également abaissé.

1-2) Les opérations de vidange et d'abaissement partiel concerneront uniquement les ouvrages cités ci-dessus.

Par ailleurs, durant le chômage, les autres biefs situés entre l'écluse n° 2 de Réchicourt le Château et l'écluse n°22 de Dombasle seront mis à la côte minimale d'exploitation.

La vidange des sas des écluses se fera en deux temps :

- une vidange gravitaire lente, qui correspond en réalité à une bassinée
- une mise à sec par pompage avec rejet des eaux dans le canal de la Marne au Rhin, à l'aval des ouvrages

Une vigilance particulière sera apportée pour éviter la mise en suspension de fines, notamment lors de la phase finale de pompage du sas des écluses.

Durant les travaux, le pétitionnaire prendra toutes les mesures techniques pour éviter les déversements de laitance de ciment, d'hydrocarbures et toutes autres atteintes à l'environnement.

1-3) Au moins huit jours avant les vidanges, Voies navigables de France préviendra les gendarmeries des secteurs concernés, le service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle, la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle et le service de la police de l'eau et des milieux aquatiques et les informera des dates prévues pour les pêches de sauvegarde.

Art. 2 : Objet de l'autorisation

Afin de préserver la faune piscicole durant ces opérations de vidanges et de mise à sec des ouvrages, des pêches de sauvegarde seront réalisées.

La présente autorisation concerne donc ces opérations de pêches exceptionnelles et le transport du poisson.

Sont exclues de la présente autorisation, les captures liées à la gestion des peuplements piscicoles ou à des fins scientifiques, à des expositions pédagogiques ou autre.

Art. 3 : Bénéficiaires de l'autorisation

Les agents de Voies navigables de France, subdivision de Nancy, sous la responsabilité de Monsieur Jean-Louis GILLET sont autorisés à capturer le poisson et à le remettre à l'eau, dans le milieu naturel le plus proche de seconde catégorie piscicole à savoir, à l'aval des ouvrages mis à sec.

Art. 4 : Responsable et personnel de l'exécution des opérations.

La récupération du poisson et son transport sont organisés par Voies navigables de France, subdivision de Nancy, sous le contrôle des agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques.

La récupération du poisson et son transport seront exécutés par les agents de Voies navigables de France, sous l'autorité de Monsieur GILLET.

Art. 5 : Matériel utilisé :

Les poissons seront récupérés à l'épuisette.

Art. 6 : Préservation du poisson

Les poissons seront remis vivants à l'eau, à l'endroit le plus proche de leur capture, dans un milieu de seconde catégorie piscicole, à savoir, à l'aval des ouvrages mis à sec, sauf dans les cas suivants :

- mauvais état sanitaire,
- le poisson mort au cours de la pêche sera remis au détenteur du droit de pêche jusqu'à concurrence de ses frais ; au-delà, il sera remis à un représentant de l'autorité publique ou à une œuvre de bienfaisance,
- les espèces visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> de l'article L.432-10 du Code de l'environnement seront détruites sur place.

Par ailleurs, la pêche sera interdite sur les sections où la hauteur d'eau ou le débit subsistant ne garantira plus la vie et la circulation du poisson.

Art. 7 : Compte-rendu d'exécution

Un compte-rendu des opérations de sauvetage sera rédigé et adressé au service chargé de l'eau et des milieux aquatiques.

Il comprendra les éléments suivants : la date et le lieu de l'opération, le personnel et les moyens mis en œuvre, les espèces présentes, le poids estimé et les lieux de déversement.

Une copie de ce document sera adressée au service départemental de l'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle.

Art. 8 : Validité de l'autorisation

La présente autorisation est valable du 13 octobre au 21 novembre 2008 inclus.

Art. 9 : Présentation de l'autorisation

Les bénéficiaires de l'autorisation, ou la personne responsable de l'exécution matérielle doit présenter l'autorisation à toute demande des agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques. S'il ne peut le faire ou s'il s'y refuse, il s'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 3<sup>e</sup> classe.

La personne qui participe à l'exécution d'une opération de capture ou de transport s'expose aux sanctions prévues par la législation et la réglementation de la pêche en eau douce si le bénéficiaire de l'autorisation ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présente au cours de l'opération.

Art. 10 : Retrait de l'autorisation

La présente autorisation exceptionnelle de capture et de transport est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment et sans indemnité si le bénéficiaire ne respecte pas les clauses figurant dans son autorisation ou les prescriptions qui lui sont liées, ou si lui-même ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présente au cours de l'opération.

Art. 11 : Respect des prescriptions de l'autorisation

S'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de 4<sup>ème</sup> classe, toute personne qui n'a pas respecté les prescriptions de la présente autorisation.

Art. 12 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 13 : Information des tiers

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 14 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le chef du service de la navigation du Nord-Est, le lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le délégué interrégional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, le Chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle, le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle et le responsable de la subdivision de Nancy – Voies navigables de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée, pour information :

- au Chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Moselle,
- aux maires des communes de Maixe, Einville et Dombasle.

Nancy, le 14 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef du service de la navigation du Nord-Est,  
Jean-Philippe MORETAU



**Extrait de l'arrêté n° NAV – 2008/12 en date du 29 octobre 2008 autorisant la capture et la remise à l'eau du poisson dans le cadre des opérations de chômage sur le Canal des Vosges**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**A R R E T E****Art. 1<sup>er</sup> : Présentation des opérations**

1-1) Dans le cadre des opérations de chômage sur le Canal des Vosges prévues du 3 novembre au 12 décembre 2008, Voies navigables de France, subdivision de Nancy, procédera :

- à la vidange totale des sas des écluses n°46 et 47, du bief n°5 du Canal de Jonction versant Moselle et de la rigole des eaux motrices. Pour la vidange de cette dernière, s'il n'est pas possible d'étancher parfaitement le barrage à aiguilles de l'écluse n°45, il sera également nécessaire de procéder à la vidange du bief n°45
- à la vidange partielle du sas de l'écluse 37 (-1.00m environ) et des biefs 46 (-1.50m environ), n°47 (-1.50m environ), n°37 (-1.00m environ), n°38 (-1.00m environ) et n°40 (-1.50m environ)

afin d'y effectuer des travaux de restauration.

1-2) Les opérations de vidange concerneront uniquement les ouvrages cités ci-dessus.

Si les contraintes de navigation le permettent, les vidanges et abaissements pourront débiter à partir du 1er novembre au soir.

La vidange des biefs se fera uniquement en gravitaire selon le cheminement habituel des eaux.

La vidange des sas des écluses se fera en deux temps :

- une vidange gravitaire lente, qui correspond en réalité à une bassinée
- une mise à sec par pompage avec rejet des eaux dans le canal des Vosges, à l'aval des ouvrages

Une vigilance particulière sera apportée pour éviter la mise en suspension de fines, notamment lors de la phase finale de pompage du sas des écluses.

Durant les travaux, le pétitionnaire prendra toutes les mesures techniques pour éviter les déversements de laitance de ciment, d'hydrocarbures et toutes autres atteintes à l'environnement.

1-3) Au moins huit jours avant les vidanges, Voies navigables de France préviendra les gendarmeries des secteurs concernés, le service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle, la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle et le service de la police de l'eau et des milieux aquatiques et les informera des dates prévues pour les pêches de sauvegarde.

**Art. 2 : Objet de l'autorisation**

Afin de préserver la faune piscicole durant ces opérations de vidange et de mise à sec des ouvrages, des pêches de sauvegarde seront réalisées et une surveillance des zones vidangées totalement ou partiellement sera réalisée.

La présente autorisation concerne les opérations de pêches exceptionnelles et le transport du poisson.

Sont exclues de la présente autorisation, les captures liées à la gestion des peuplements piscicoles ou à des fins scientifiques, à des expositions pédagogiques ou autre.

**Art. 3 : Bénéficiaires de l'autorisation**

Les agents de Voies navigables de France, subdivision de Nancy, sous la responsabilité de Monsieur Jean-Louis GILLET sont autorisés à capturer le poisson et à le remettre à l'eau, dans le milieu naturel le plus proche de seconde catégorie piscicole à savoir, à l'aval des ouvrages mis à sec.

**Art. 4 : Responsable et personnelle de l'exécution des opérations.**

La récupération du poisson et son transport sont organisés par Voies navigables de France, subdivision de Nancy, sous le contrôle des agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques.

La récupération du poisson et son transport seront exécutés par les agents de Voies navigables de France, sous l'autorité de Monsieur GILLET. Si lors des pêches de sauvegarde une espèce de poisson ou crustacé (écrevisse notamment) ne pouvait être formellement identifiée, elle devra être prélevée (un ou plusieurs sujets) et remise dans les plus brefs délais au service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 5 : Matériel utilisé :**

Les poissons seront récupérés à l'épuisette.

**Art. 6 : Préservation du poisson**

Les poissons seront remis vivants à l'eau, à l'endroit le plus proche de leur capture, dans un milieu de seconde catégorie piscicole, à savoir, à l'aval des ouvrages mis à sec, sauf dans les cas suivants :

- mauvais état sanitaire,
- le poisson mort au cours de la pêche sera remis au détenteur du droit de pêche jusqu'à concurrence de ses frais ; au-delà, il sera remis à un représentant de l'autorité publique ou à une oeuvre de bienfaisance,
- les espèces visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> de l'article L.432-10 du Code de l'environnement seront détruites sur place.

Par ailleurs, la pêche sera interdite sur les sections où la hauteur d'eau ou le débit subsistant ne garantira plus la vie et la circulation du poisson.

**Art. 7 : Compte-rendu d'exécution**

Un compte-rendu des opérations de sauvetage sera rédigé et adressé au service chargé de l'eau et des milieux aquatiques.

Il comprendra les éléments suivants : la date et le lieu de l'opération, le personnel et les moyens mis en oeuvre, les espèces présentes, le poids estimé et les lieux de déversement.

Une copie de ce document sera adressée au service départemental de l'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle.

**Art. 8 : Validité de l'autorisation**

La présente autorisation est valable du 1er novembre au 12 décembre 2008 inclus.

**Art. 9 : Présentation de l'autorisation**

Les bénéficiaires de l'autorisation, ou la personne responsable de l'exécution matérielle doit présenter l'autorisation à toute demande des agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques. S'il ne peut le faire ou s'il s'y refuse, il s'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 3<sup>e</sup> classe.

La personne qui participe à l'exécution d'une opération de capture ou de transport s'expose aux sanctions prévues par la législation et la réglementation de la pêche en eau douce si le bénéficiaire de l'autorisation ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présente au cours de l'opération.

**Art. 10 : Retrait de l'autorisation**

La présente autorisation exceptionnelle de capture et de transport est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment et sans indemnité si le bénéficiaire ne respecte pas les clauses figurant dans son autorisation ou les prescriptions qui lui sont liées, ou si lui-même ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présente au cours de l'opération.

**Art. 11 : Respect des prescriptions de l'autorisation**

S'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de 4<sup>ème</sup> classe, toute personne qui n'a pas respecté les prescriptions de la présente autorisation.

**Art. 12 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Art. 13 : Information des tiers**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 14 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le chef du service de la navigation du Nord-Est, le lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le délégué interrégional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, le Chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle et le responsable de la subdivision de Nancy – Voies navigables de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée, pour information :

- au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle,
- aux maires des communes de Messein, Richardmémil, Méréville, Mangonville, Bainville aux Miroirs, Flavigny, Roville devant Bayon, Neuville sur Moselle

Nancy, le 29 octobre 2008

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef du service de la navigation du Nord-Est,  
Jean-Philippe MORETAU

## TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### Délégation générale de signature du 6 novembre 2008

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, constitue comme mandataires, à compter du 17 novembre 2008, les personnes suivantes :

#### I – Délégations générales

M. Marc DERHAN, Trésorier principal, assure, sous mon autorité et en qualité de fondé de pouvoir par intérim, la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont, par ailleurs, données pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Marc DERHAN, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

M. Hervé FRIDRICK,	Inspecteur principal auditeur
M. Eric PIQUE,	Inspecteur principal auditeur
M. Cyril COCHARD,	Inspecteur principal auditeur
Mme Anne Marie KLEIN,	Trésorier principal
Mme Anne-Marie FLAMANT,	Receveur-percepteur, Contrôleur de gestion
Mme Françoise TONIN,	Receveur-Percepteur, Chef de division
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur-Percepteur, Chef de division
Mme Sylvie ROMAIN,	Receveur Percepteur, Chef de division

#### II – Délégations spéciales

##### 1/ Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
M. Vincent TOLDRE,	Inspecteur, chef du service Dépense et chef du service CFD
Madame Angélique MARTIN,	Inspecteur, chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion
Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
M. Bernard LAROSE,	Contrôleur, Service Comptabilité
M. Michel ROUSSEAU,	Receveur percepteur, chef de division et gérant intérimaire du service Comptabilité

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI, à :

Mme Maryse DE DONATO,	Contrôleur principal, Service Gestion des impôts et des amendes
-----------------------	---

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les significations des actes d'Huissiers de justice et d'Huissiers du Trésor pour le service Dépôts et Services financiers, à :

Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
------------------------	---

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

Mme Anne Marie AUBERT,	Contrôleur principal, service Dépôts et services financiers
------------------------	---

##### 2/ Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives

Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor public au passif des procédures collectives, à :

Mme Isabelle VICHARD,	Inspecteur, Pôle Recouvrement Animation Contentieux
M. Thierry LUSQUE,	Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers

##### 3/ Significations des actes d'huissiers de justice et d'huissiers du Trésor

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de justice ou huissiers du Trésor, à :

Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers
-----------------------	---

##### 4/ Fichier central des chèques

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques, à :

M. Michel ROUSSEAU,	Receveur - Percepteur, Chef de division
Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du Service Dépôts et Services Financiers

##### 5/ Cellule immobilière SIP ( Services Impôts des Particuliers )

Procuration spéciale est donnée à :

M. Laurent RIGOLEAU,	Inspecteur du Trésor public, pour :
----------------------	-------------------------------------

- Engager en mon nom et à hauteur de 10 000€ ( jusqu'à la fin de l'année 2008 ) les commandes relatives à la création des SIP.

- Signer les bons de livraison et réceptionner les commandes ou colis relatifs à la création des SIP.

- Apposer la mention «service fait » sur les factures concernant les commandes relatives à la création des SIP.

##### 6/ Fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

M. Gilles FLUCK,	Inspecteur, chef du service Budget logistique
Melle France BERNIZ,	Inspecteur, chargée de la Formation professionnelle et de la documentation
Melle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, Chef du Service Dépôts et Services Financiers
M. Vincent TOLDRE,	Inspecteur, Chef du service Contrôle Financier Déconcentré et du service Dépense
Mme Dominique CRABOUILLET,	Inspecteur, chargée des Affaires économiques et de la Communication
Mme Sylvie ROMAIN,	Receveur Percepteur, Chef du service Ressources Humaines

Mme Isabelle VICHARD, Inspecteur, Responsable du Pôle Recouvrement Animation Contentieux  
Mme Angélique MARTIN, Inspecteur, Chef du service CEPL comptabilité et opérations de gestion et déléguée au contrôle interne SPL  
M. Julien PEYRISSAGUET, Inspecteur, Chargé de mission cellule CEPL animation et pilotage  
Mme Bénédicte OLLIER, Inspecteur, Chargée de mission cellule CEPL animation et pilotage  
M. Stéphane LAMBERT, Inspecteur, Chargé de mission informatique et bureautique  
Mme Odile GAMBETTE, Inspecteur, Chargée des Affaires Economiques  
Mme Claire BERTRAND, Inspecteur, Chef du service Gestion des Impôts et Amendes  
Mme Sophie CHEVALIER, Inspecteur, Responsable de la Cellule Qualité Comptable et déléguée au Contrôle interne Etat  
M. Thierry DELON, Inspecteur, chef du service de contrôle de la redevance audiovisuelle  
M. Thierry LUSQUE, Inspecteur, chef du service Recouvrement produits divers  
M. Michel ROUSSEAU, Receveur percepteur, gérant intérimaire du service Comptabilité

7/ Fonctionnement du service « Recouvrement produits divers »  
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, demandes de renseignements et accusés de réception, délais de paiement et états de poursuites par voie de saisie du service Recouvrement produits divers, ainsi que états annuels des certificats reçus (DC7) à :  
M. Thierry LUSQUE, Inspecteur  
Melle Jacqueline BIGEREL, Contrôleur  
Mme Agnès PREBAY, Contrôleur  
M. Lionel POLLET, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7), à :  
M. Luc THIEBAUT, Agent d'administration principal  
Mme Anne-Marie FOOS, Agent d'administration principal  
Mme Martine POINSIGNON, Agent d'administration principal  
Mme Marie France BIEHLER, Agent d'administration principal

8/ Fonctionnement du service Gestion des impôts et amendes (GIA)  
Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service GIA, les états de poursuites par voie de saisie, à :  
Mme Claire BERTRAND, Chef du service  
Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal

9/ Fonctionnement du service Ressources humaines  
Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents adressés au Département informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle, à  
Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, Chef de Division  
M. Marc DERHAN, Trésorier Principal, Fondé de pouvoir assistant  
Mme Anne Marie FLAMANT, Receveur percepteur, Chef de Division

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du Chef du service Ressources humaines, le courrier interne au service, à :  
Mme Anne-Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les attestations de présence au concours du Trésor public  
M. Luc SCHEFFMANN, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des « chronopost » à :  
Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal  
Mme Marie Christine JACOBY, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant à :  
Mme Isabelle VIARDOT, Agent d'administration principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis de titres restaurant, de procéder au mouvements des valeurs « titres restaurant », de procéder à l'approvisionnement en titres restaurant des postes non centralisateurs :  
Mme Marie Christine JACOBY, Agent d'administration principal  
Mme Anne Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal  
Mme Sylvie ROMAIN, Receveur Percepteur, chef du service Ressources humaines

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique à :  
Mme Sylvie GUYOT, Agent d'administration principal  
Mme Danielle CHEVALIER, Agent d'administration principal  
Mme Aline CHEF, Adjoint technique du Trésor public  
M. Jean OILLET, Agent d'administration

10/ Fonctionnement du service Budget logistique  
Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie générale, est donnée à :  
M. Gilles FLUCK, Inspecteur, Chef du service  
Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur  
Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef du service Budget logistique, le courrier interne au service, à :  
Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur  
Melle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les bons de livraison des colis, y compris ceux du service Budget logistique, à :  
M. Fabrice JACQUINET, Agent d'administration principal  
Mme Annick HALLER, Agent d'administration principal  
Mme Monique GERARD, Agent d'administration principal

11/ Fonctionnement du Pôle Recouvrement Animation Contentieux  
Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Pôle Recouvrement Contentieux, le courrier interne au service, à :  
M. Bertrand FLOC'H, Contrôleur

12/ Fonctionnement du service Dépense  
Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service dépense, le courrier interne au service, à :  
Mme Marie-Christine JUHEL, Contrôleur  
Mme Martine FROST, Contrôleur principal

13/ Fonctionnement du service Comptabilité  
Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Comptabilité, le courrier interne au service, à :  
M. Bernard LAROSE, Contrôleur

14/ Fonctionnement du service CEPL comptabilité et opérations de gestion  
Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL opérations de gestion, le courrier interne au service, à :  
M. Fabrice ARNET, Contrôleur principal

15/ Fonctionnement du service CEPL pilotage et animation

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CEPL pilotage et animation, le courrier interne au service, à :

Mme Annette KIEFFER, Contrôleur principal

16/ Fonctionnement du Service Dépôts et Services Financiers

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse, à :

Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents relatifs à leurs fonctions de « chargé de clientèle », à :

Mme Claude DELINCHANT, Contrôleur

M. Philippe WINTZER, Inspecteur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de valider les opérations saisies dans l'application VIR, à :

Mme Anne Marie AUBERT, Contrôleur principal

Melle Evelyne CANTENER, Contrôleur

Melle Nicole SIMONIN, Inspecteur

17/ Fonctionnement du service Contrôle Financier Déconcentré

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service CFD, le courrier interne au service, à :

M. Pascal AUBERT, Contrôleur principal

18/ Fonctionnement du service Redevance

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer, en l'absence du chef de service Redevance, le courrier interne au service, à :

Mme Elisabeth BANASIAK, Contrôleur

Mme Elisabeth HELLE, Agent d'administration principal

19/ Fonctionnement du service France Domaine

19-1 Arrêté portant désignation des agents habilités à exercer les fonctions de Commissaire du Gouvernement devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R.13-7);

Vu l'article 16 du décret 2006-1792 du 23/12/2006 ;

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : M. Jean-Marie LANG, inspecteur, et Mme Anne-Marie KLEIN, inspecteur départemental, sont désignés pour le suppléer dans sa fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle ;

19-2 Arrêté portant désignation des agents habilités à représenter l'expropriant devant les juridictions de l'expropriation

Le Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le code du domaine de l'Etat, notamment son article R. 179 ;

Vu le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 modifié relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle le régime des procédures foncières institué par les articles R. 176 à R. 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé,

#### ARRETE

Art. 1<sup>er</sup> : Messieurs Alain CONTE et Laurent DARNE, contrôleurs, Joël KERDONCUFF, Joël SZUBARGA, Daniel ALBERT, Jean-Marc WARIS et Philippe SCHNEIDER, inspecteurs, Mesdames Isabelle BURNEL et Josiane KLAEYLE, inspectrices sont désignés pour agir devant la juridiction de l'expropriation du département de Meurthe-et-Moselle en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et, le cas échéant, devant la Cour d'appel compétente :

- au nom des services expropriants de l'Etat ;

- et, sur leur demande, au nom des collectivités, établissements ou sociétés mentionnés à l'article R. 177 du code du domaine de l'Etat et à l'article 2 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisé.

Art. 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les locaux de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy ;

La présente procuration annule et remplace celle du 13 octobre 2008.

Nancy, le 6 novembre 2008

Christian BRUNET

Trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle

## AVIS ET COMMUNICATIONS

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

*Service aménagement, risques et urbanisme*

**Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 17470 du 17 novembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Beuvillers**

Par arrêté préfectoral n° 17470 en date du 17 novembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement du lotissement « Bellevue », rue Principale sur la commune de Beuvillers.

